ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 8 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet de loi "créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié", a donné le 10 novembre 1993 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 september 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van een wachtregister voor vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te worden erkend", heeft op 10 november 1993 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

L'inscription dans le registre d'attente pour les étrangers, visée par la loi en projet, permet d'atteindre le but poursuivi par le Gouvernement si la résidence désignée par le ministre de l'Intérieur, sur la base de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est la résidence principale de l'étranger visé.

Cette interprétation selon laquelle il doit y avoir identité entre la commune du registre d'attente et celle où réside effectivement l'étranger est confirmée par l'article 1er, alinéa 4, du projet, qui rend applicable l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, et par l'article 1erbis en projet qui laisse au ministre un droit d'initiative quant à la détermination de la résidence de l'étranger.

L'inscription dans ledit registre ne prive pas l'étranger de sa liberté de mouvement, mais lui interdit de "vivre habituellement" en un lieu différent de celui de la résidence principale que le ministre lui a fixée.

Cette obligation pour l'étranger visé de ne pas changer de résidence principale est une condition mise à l'octroi d'une aide sociale.

Il appartiendra au Parlement d'apprécier si la généralisation de l'article 54 ne devrait pas se limiter à l'aspect de l'octroi d'une aide sociale, la mesure prévue par l'article 54 devant pour le surplus faire l'objet d'un examen individuel (1).

Les articles 1er et 2 du projet (2) peuvent aussi, compte tenu des explications fournies par les fonctionnaires délégués, se prêter à une autre interprétation, celle qui revient à distinguer, de manière formelle, la résidence effective, au sens de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991, et l'inscription administrative qui peut être imposée par le ministre.

Dans cette perspective, c'est auprès de la commune dans laquelle a lieu l'inscription administrative que devrait être obtenu, notamment, le bénéfice de l'aide sociale, l'étranger pouvant toutefois résider effectivement dans une autre commune.

Si la loi en projet s'articule sur cette distinction, elle devrait le faire apparaître clairement.

Il appartient au Gouvernement de choisir celle des deux interprétations exposées ci-dessus qui corresponde le mieux à ses intentions.

---

(1) Avis du 14 octobre 1992 sur le projet devenu la loi du 6 mai 1993 (Doc. parl. Sénat, 556-1 (1992-1993) pp. 10-12.

(2) L'article 1er, alinéa 4, en projet, qui rend applicable l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991, semble peu compatible avec la première interprétation qui présuppose que la résidence principale corresponde à celle désignée par le ministre.

Si la seconde interprétation était retenue, il conviendrait de procéder à la revision fondamentale des articles 2 et 3.

Examen du texte.

Dispositif.

Article 1er.

L'alinéa 2 de l'article 1er en projet ne traduit pas suffisamment l'intention des auteurs du projet. Suivant l'exposé des motifs (p. 4), il s'agirait d'inscrire dans le registre d'attente, le demandeur d'asile qui serait rayé des registres de la population, mais qui, néanmoins, continuerait à séjourner dans la commune.

Dans sa rédaction actuelle, l'alinéa 2 semble imposer l'inscription au registre d'attente de tout demandeur d'asile qui serait rayé des registres de la population, quand bien même la radiation résulterait d'un départ de la commune ou du Royaume.

Afin que la nuance précisée ci-dessus apparaisse dans le texte, il est suggéré, de l'accord des fonctionnaires délégués, d'insérer après le mot "population", les mots "mais continue à séjourner dans la commune".

Article 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

L'article 2bis, en projet, de la loi du 19 juillet 1991 tend à exclure les étrangers inscrits au registre d'attente, pour la détermination des chiffres de la population visés par cette disposition. Selon l'exposé des motifs, la ratio legis de cette mesure est la "situation essentiellement précaire" de l'inscription au registre d'attente. Ce caractère précaire n'empêche pas que l'inscription puisse, en fait, avoir un caractère plus ou moins durable; dans tous ces cas, la justification de la mesure envisagée manquera en fait. C'est pourquoi, il est proposé de compléter le dispositif comme suit : "Les étrangers inscrits depuis moins de six mois au registre d'attente ..." (le délai de six mois étant à apprécier par le législateur). De la sorte, les communes qui accueilleront ces catégories d'étrangers ne seront pas privées sans justification pertinente de la prise en considération de la présence de ces personnes sur leur territoire, pour l'octroi d'avantages liés à l'importance de la population.

Si la seconde interprétation du projet exposée dans les observations générales était retenue, rien n'interdirait l'établissement de statistiques distinguant la commune du

lieu de résidence de celle de l'inscription obligatoire visée à l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si une telle distinction ne serait pas utile.

Article 6.

1. L'article 12 de la loi du 15 décembre 1980 est relatif à l'inscription de l'étranger admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume.

L'insertion de l'alinéa prévu à l'article 6, 2°, de la loi en projet est étrange et paraît inadéquate parce que le séjour d'un demandeur d'asile est par essence précaire : son titre de séjour est une attestation d'immatriculation "valable trois mois" (article 74, § 1er, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981), "prorogée de manière à couvrir le séjour jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande" (article 75, § 1er, du même arrêté).

La disposition en projet devrait donc être placée dans le titre II, chapitre II de la loi du 15 décembre 1980 qui a trait aux "Réfugiés", car le demandeur d'asile n'est en principe pas admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois au sens de l'article 12 précité et, en conséquence, le texte en projet ne constitue pas une dérogation à l'alinéa 1er de cet article.

2. Selon l'article 12, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, complété comme le prévoit le projet, le registre des étrangers sera considéré "comme faisant partie intégrante des registres de la population", pour l'application de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population.

La relation établie par la disposition en projet, entre les lois précitées, tend, selon l'exposé des motifs à ce que :

> "plus aucune ambiguïté (n'existe) quant à l'application (...) de la (...) loi du 19 juillet 1991 et de ses arrêtés d'exécution au registre des étrangers".

Des difficultés d'interprétation pourraient néanmoins subsister.

C'est ainsi que, par exemple, aux termes de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en cas de difficulté ou de contestation en matière de résidence principale, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions détermine le lieu de celle-ci après avoir fait procéder au besoin à une enquête sur place.

A supposer que cette disposition doive être interprétée comme organisant un recours préalable obligatoire, il importe donc de déterminer s'il faut considérer

qu'entrent dans le champ d'application de l'article 8 de la loi du 19 juillet 1991, les litiges relatifs à l'inscription d'un étranger par l'administration communale du lieu de sa résidence, alors même qu'il n'y aurait aucune contestation sérieuse au sujet de la détermination du lieu de la résidence de l'étranger; dans l'affirmative, le recours direct au Conseil d'Etat contre le refus d'inscription décidé par le collège des bourgmestre et échevins serait exclu (3).

Article 8.

Par l'effet de l'article 3, alinéa 1er, 11°, en projet, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ledit Registre cessera d'être un système de traitement d'informations relatives à la seule identification des personnes physiques; sa transformation en une banque de données administratives concernant certaines catégories de personnes est si fondamentale qu'elle mériterait de faire l'objet d'un avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée instituée par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

---

(3) Pour la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat, voyez, par exemple, l'arrêt n° 40.590, du 5 octobre 1992, qui admet un recours direct fondé sur l'article 69 de la loi du 15 décembre 1980 (solution implicite).

Article 9.

1. Il est proposé de rédiger la fin de la phrase introductive de l'alinéa en projet comme suit :

"... qui en relèvent directement pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret".

2. Par ailleurs, si l'intention des auteurs du projet est bien que le champ d'application de la règle restrictive inscrite à l'alinéa 3, en projet, concerne exclusivement la "situation administrative" des intéressés, au sens de l'article 3, alinéa 1er, 11°, en projet, de la loi du 8 août 1983, il est préférable d'employer dans le dispositif cette expression, plus précise que celle d'"informations concernant les étrangers", qui figurent au projet.

Article 10.

L'article 8 de la loi du 8 août 1983 permet au Roi d'autoriser les autorités publiques à faire usage du numéro d'identification du Registre national, "dans les limites et aux fins qu'Il détermine", après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Ni l’exposé des motifs ni les fonctionnaires délégués ne justifient la dérogation à cette double règle, prévue par l’article 9, alinéa 2, en projet, de la loi du 8 août 1983.

La mesure dérogatoire à ces principes protecteurs de la vie privée doit être justifiée ou omise.

Article 11.

L’article 2, § 4, de la loi du 2 avril 1965, inséré par la loi du 12 janvier 1993, ne comporte qu’un alinéa. Les mots "alinéa 1er" doivent donc être omis après "§ 4".

Les textes modificatifs doivent être référés dans l’ordre décroissant de leur intensité de force obligatoire. On intervertira donc les mots "l’arrêté royal du 10 août 1984" et les mots "la loi du 30 décembre 1992".

Algemene opmerking.

De inschrijving in het wachtregister voor vreemdelingen, waar het in de ontworpen wet om gaat, maakt het mogelijk het oogmerk dat door de Regering wordt nagestreefd te bereiken als de verblijfplaats die door de minister van Binnenlandse Zaken wordt aangewezen op de voet van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de hoofdverblijfplaats is van de beoogde vreemdeling.

Die uitlegging, als dient de gemeente van het wachtregister dezelfde te zijn als die waar de vreemdeling werkelijk verblijft, wordt gestaafd door artikel 1, vierde lid, van het ontwerp, hetwelk artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen toepassing laat vinden, en wordt tevens geadstrueerd door het ontworpen artikel 1bis, dat de minister een recht van initiatief laat ten aanzien van het bepalen van de verblijfplaats van een vreemdeling.

De inschrijving in het bewuste register ontneemt een vreemdeling zijn bewegingsvrijheid niet, maar verbiedt hem "gewoonlijk (te) leven" op een andere plaats dan de hoofdverblijfplaats die de minister hem heeft aangewezen.

Die verplichting die aan de vreemdeling in kwestie wordt opgelegd om niet van hoofdverblijfplaats te veranderen

is een voorwaarde waarvan het verlenen van sociale bijstand afhankelijk wordt gesteld.

Het staat aan het parlement om uit te maken of het tot algemene norm maken van artikel 54 niet beperkt gehouden zou moeten worden tot het aspect verlening van sociale bijstand, waarbij de maatregel waartoe artikel 54 de mogelijkheid biedt voor het overige geval voor geval onderzocht zou moeten worden (4).

Gelet op de uitleg die de gemachtigde ambtenaren hebben verschaft kunnen de artikelen 1 en 2 van het ontwerp (5) ook anders geïnterpreteerd worden, als zou uitdrukkelijk een onderscheid worden gemaakt tussen de werkelijke verblijfplaats, in de zin van artikel 3 van de wet van 19 juli 1991, en de administratieve inschrijving, die door de minister kan worden opgelegd.

Volgens die gedachtengang zou de vreemdeling die aanspraak maakt op sociale bijstand zich dienen te wenden tot de gemeente waar hij administratief is ingeschreven, met dien verstande dat hij in werkelijkheid in een andere gemeente zou kunnen verblijven.

---

(4) Advies van 14 oktober 1992 over het ontwerp dat de wet van 6 mei 1993 is geworden (Gedr. St., Senaat, 556-1 (1992-1993), blz 10-12).

(5) Het ontworpen artikel 1, vierde lid, dat artikel 8 van de wet van 19 juli 1991 toepasselijk verklaart, lijkt niet erg bestaanbaar te zijn met de eerste uitlegging waarbij vooronderstelt wordt dat de hoofdverblijfplaats overeenstemt met die welke de minister heeft aangewezen.

Als het in de ontworpen wet om dat onderscheid te doen is, zou zulks er duidelijk uit moeten blijken.

Het komt de Regering toe om uit te maken welke van beide hiervoren uiteengezette uitleggingen het beste met haar bedoeling overeenstemt.

Wordt voor de tweede interpretatie gekozen, dan moeten de artikelen 2 en 3 grondig worden herzien.

Onderzoek van de tekst.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het tweede lid van het ontworpen artikel 1 geeft onvoldoende de bedoeling van de stellers van het ontwerp weer. Volgens de memorie van toelichting (blz. 4) zou het er om gaan dat een asielzoeker die uit het bevolkingsregister is geschrapt maar desalniettemin in de gemeente verblijf blijft houden in het wachtregister zou worden ingeschreven.

In zijn huidige lezing lijkt het tweede lid voor te schrijven dat iedere asielzoeker die uit het bevolkingsregister wordt geschrapt ingeschreven dient te worden in het wachtregister, zelfs al wordt hij geschrapt omdat hij de gemeente of het Rijk heeft verlaten.

Opdat de zoëven beschreven betekenisschakering uit de tekst zal blijken wordt in overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren voorgesteld om na de woorden "geschrapt wordt" de woorden "doch in de gemeente verblijf blijft houden" in te voegen.

Artikel 2.

In het ontworpen artikel 1bis schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt", alsook "behoren" in plaats van "behoort".

Artikel 4.

Bij het ontworpen artikel 2bis van de wet van 19 juli 1991 zit de bedoeling voor om de vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven niet mee te tellen voor het bepalen van de bevolkingscijfers die in die bepaling worden genoemd. Volgens de memorie van toelichting is de ratio legis van die maatregel de "essentieel onzekere situatie" die de inschrijving in het wachtregister vormt. Die onzekere situatie staat er niet aan in de weg dat de inschrijving feitelijk min of meer duurzaam vermag te zijn; in alle gevallen zal er feitelijk geen rechtvaardiging van de voorgenomen maatregel voorhanden zijn. Daarom wordt voorgesteld het dispositief aldus aan te vullen : "De vreemdelingen die sinds minder dan zes maanden zijn ingeschreven in het ... wachtregister ..." (de termijn van zes maanden staat ter beoordeling van de wetgever). Dusdoende

zal aan de gemeenten welke die categorieën van vreemdelingen opvangen niet zonder relevante rechtvaardigingsgrond de mogelijkheid worden ontnomen om te beoordelen of zij de aanwezigheid van die personen op hun grondgebied in overweging nemen, tegen de achtergrond van voordelen die samenhangen met het bevolkingsaantal, waarop zij aanspraak zouden willen maken.

Indien gekozen wordt voor de tweede uitlegging van het ontwerp gelijk die in de algemene opmerkingen is toegelicht, zou niets er aan in de weg staan dat statistieken worden opgemaakt waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de gemeente waar zich de verblijfplaats bevindt en de gemeente waar de vreemdeling verplicht dient te worden ingeschreven, welke inschrijving bedoeld wordt in artikel 54 van de wet van 15 december 1980.

Het is een aangelegenheid van de Regering en van het Parlement om uit te maken of zulk een onderscheid niet dienstig is.

Artikel 6.

1. Artikel 12 van de wet van 15 december 1980 betreft de inschrijving van de vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk.

De invoeging van het in artikel 6, 2°, van de ontworpen wet in uitzicht gestelde lid is eigenaardig en

lijkt niet dienstig, omdat het verblijf van een asielzoeker in wezen precair is : zijn verblijfsvergunning is een attest van immatriculatie dat "drie maanden (geldig is)" (artikel 74, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981), dat "verlengd (wordt) om het verblijf te dekken tot op de aanvraag is beschikt" (artikel 75, § 1, van hetzelfde besluit).

De ontworpen bepaling zou dus moeten worden opgenomen in titel II, hoofdstuk II, van de wet van 15 december 1980, een hoofdstuk dat betrekking heeft op "Vluchtelingen", want een asielzoeker is in beginsel niet toegelaten of gemachtigd tot een verblijf van meer dan drie maanden in de zin van het voormelde artikel 12 en bijgevolg vormt de ontworpen tekst geen afwijking van het eerste lid van dat artikel.

2. Volgens artikel 12, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gelijk dat artikel door het ontwerp wordt aangevuld, zal het vreemdelingenregister beschouwd worden als "integraal deel uitmakende van de bevolkingsregisters" voor de toepassing van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters.

Het verband dat door de ontworpen bepaling ten aanzien van de voormelde wetten tot stand gebracht wordt heeft volgens de memorie van toelichting als opzet dat "er geen dubbelzinnigheid meer (zal) bestaan inzake de toepassing van ... (de) wet van 19 juli 1991 en van haar uitvoeringsbesluiten ten aanzien van het vreemdelingenregister".

Interpretatiemoeilijkheden zouden desalniettemin kunnen blijven bestaan.

Zo bij voorbeeld bepaalt luidens artikel 8, § 1, eerste lid, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort bij moeilijkheden of betwistingen in verband met het hoofdverblijf, de plaats ervan, na zo nodig een onderzoek ter plaatse te hebben laten uitvoeren.

Gesteld dat die bepaling moet worden opgevat als een bepaling tot regeling van een verplicht voorafgaand beroep, dan is het van belang te bepalen of er van uit dient te worden gegaan dat betwistingen omtrent de inschrijving van een vreemdeling door het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats behoren tot de werkingssfeer van artikel 8 van de wet van 19 juli 1991, zelfs als er geen ernstige betwisting bestaat omtrent de bepaling van de verblijfplaats van de vreemdeling; indien dat wel het geval is, kan bij de Raad van State geen rechtstreeks beroep worden ingesteld

tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de inschrijving te weigeren (6).

Artikel 8.

Uit kracht van het ontworpen artikel 3, eerste lid, 11°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen is voormeld Rijksregister niet meer uitsluitend een systeem van verwerking van informatie betreffende de identificatie van natuurlijke personen; de omvorming ervan in een bank van administratieve gegevens betreffende bepaalde categorieën van personen is zo fundamenteel dat het dienstig zou zijn het voorafgaand advies in te winnen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingesteld bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Artikel 9.

1. Voorgesteld wordt het einde van de inleidende zin van het ontworpen lid als volgt te stellen :

---

(6) Voor de huidige rechtspraak van de Raad van State, zie bij voorbeeld arrest nr. 40.590 van 5 oktober 1992 waarin een rechtstreeks beroep wordt toegestaan op grond van artikel 69 van de wet van 15 december 1980 (impliciete oplossing).

"... die er rechtstreeks onder ressorteren voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen".

2. Indien de indieners van het ontwerp inderdaad willen dat de werkingssfeer van de beperkende regel vermeld in het ontworpen derde lid alleen betrekking heeft op de "administratieve toestand" van de belanghebbenden, in de zin van het ontworpen artikel 3, eerste lid, 11°, van de wet van 8 augustus 1983, is het verkieslijk in het dispositief die uitdrukking te gebruiken, die nauwkeuriger is dan de woorden "inlichtingen betreffende de vreemdelingen" die in het ontwerp staan.

Artikel 10.

Artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 verleent de Koning de mogelijkheid de openbare overheden te machtigen het identificatienummer te gebruiken "binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald", na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Noch de memorie van toelichting, noch de gemachtigde ambtenaren rechtvaardigen waarom van dat dubbele voorschrift wordt afgeweken, zoals bepaald bij het ontworpen artikel 9, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983.

Die afwijking van de beginselen tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer moet worden gerechtvaardigd of weggelaten.

Artikel 11.

Artikel 2, § 4, van de wet van 2 april 1965, ingevoegd bij de wet van 12 januari 1993, bevat slechts één lid. De woorden "eerste lid" na "§ 4" behoren dus te vervallen.

Er behoort zodanig te worden verwezen naar wijzigingsteksten dat de hogere regelingen voorafgaan aan de lagere. De volgorde van de woorden "het koninklijk besluit van 10 augustus 1984" en de woorden "de wet van 30 december 1992" dient dus te worden omgekeerd.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE,
Madame : J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.